

"L'unité européenne dépend d'une plus grande stabilité monétaire" dans The Guardian (28 juin 1989)

Légende: Le 28 juin 1989, au lendemain de la décision du Conseil européen de Madrid d'approuver la mise en oeuvre par étapes de l'Union économique et monétaire (UEM), le quotidien anglais de gauche The Guardian appelle les pays européens à plus de discipline monétaire.

Source: The Guardian. 28.06.1989. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "European unity relies on wider monetary stability", auteur:Mcrae, Hamisch , p. 10.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_unite_europeenne_depend_d_une_plus_grande_stabilite_monetaire_dans_the_guardian_28_juin_1989-fr-ff9bbe9-e004-4cce-9fa2-7f3316b73634.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'unité européenne dépend d'une plus grande stabilité monétaire

Hamish McRae
Chroniqueur financier

Le plan visant à faire avancer l'Europe – ne serait-ce que péniblement – vers une union monétaire totale est l'une des deux grandes forces permettant d'introduire une plus grande discipline sur les marchés monétaires et financiers.

L'autre est constituée par le plan plus vaste, régi par l'Accord du Louvre, de contenir le dollar, le yen et les monnaies européennes, plutôt que de les laisser fluctuer librement entre eux. La progression du premier de ces plans dépend en partie de l'état d'avancement du second.

Les unions monétaires ont tendance à suivre les unions économiques. Il est vrai que les années 80 ont été une période de croissance économique extraordinaire, bien qu'elles aient été aussi une période de turbulence monétaire considérable.

Toutefois, au fur et à mesure que les échanges commerciaux ont augmenté à l'intérieur d'une région quelconque, les monnaies ont inévitablement eu tendance à s'unir également. Le succès du Système monétaire européen s'est construit sur la base d'une plus grande union économique entre les principaux pays de la CE.

L'intégration économique aurait pu progresser sans aucune convergence des monnaies. Nous n'avons pas tenté (sauf durant une période de 18 mois qui a pris fin au printemps dernier) de relier la livre Sterling aux monnaies de la CE. Pourtant, l'Allemagne a supplanté les États-Unis pour devenir notre plus grand partenaire commercial, tandis que la CE dans son ensemble domine maintenant notre commerce extérieur.

Cependant, il est très difficile de réaliser une convergence des monnaies sans une plus grande intégration économique. Pour maintenir ensemble les monnaies, il faut céder une part de sa souveraineté économique, ce que les pays rechignent à faire à moins d'obtenir des avantages économiques en retour. L'union économique est une condition nécessaire, mais non suffisante de l'union monétaire.

En pratique, mener une politique monétaire européenne signifie adopter la politique de l'économie la plus forte, c'est-à-dire de l'Allemagne. Il ne faut pas le dire trop haut, mais quiconque plaide en faveur d'une adhésion totale de la Grande-Bretagne au SME dit en fin de compte qu'il est prêt à accepter que notre politique monétaire soit menée par la Bundesbank.

Cela pourrait ne pas être une mauvaise chose, bien que, considérée sur une très longue période, la performance de la Banque d'Angleterre pour protéger la valeur de la monnaie ait été meilleure que celle des différentes banques centrales allemandes. Nous n'avons jamais connu une hyper-inflation comparable à celle qu'a connue l'Allemagne en 1923.

On peut voir l'effet de la Bundesbank sur la politique monétaire française en comparant les quelque quatre dernières années avec la période précédente. Au cours de la période la plus récente, le franc français a été maintenu en parité avec le mark allemand, ce qui a nécessité des périodes où les taux d'intérêt du franc français étaient très élevés. Mais cette politique a été couronnée de succès en ce sens qu'elle a imposé la convergence de l'inflation entre les deux pays. L'inflation française a baissé et celle de l'Allemagne n'a pas augmenté de façon significative.

Cela contraste avec les tentatives antérieures visant à lier les monnaies entre elles, lorsque l'inflation française refusait de baisser et où le franc était dévalué régulièrement à quelque trois années d'intervalle.

Cette progression graduelle vers une série de politiques monétaires européennes communes – ou du moins coordonnées – est parallèle à une évolution progressive vers un ensemble de politiques monétaires communes entre les trois principaux blocs économiques du monde non communiste: ceux du dollar, du yen

et du SME.

Les arrière-pays économiques derrière chacune de ces unions monétaires sont d'un ordre de grandeur pratiquement identique. Le Japon est plus petit pour l'instant, mais cette différence n'est pas significative, si l'on tient compte des économies des pays récemment industrialisés de l'Extrême-Orient, tels que Taïwan et la Corée, qui sont intégrées de plus en plus étroitement à l'économie japonaise.

Entre février 1987, date de la conclusion de l'Accord du Louvre, et le mois dernier, les trois grandes monnaies étaient maintenues à l'intérieur de fourchettes non rendues publiques par les banques centrales. Le mois dernier, la montée du dollar lui a fait dépasser le plafond de ce qui avait été convenu comme étant la fourchette face au mark et au yen, contrairement à l'Accord du Louvre. Depuis, on a tenté, en vain, de le ramener en arrière.

Le mois prochain, le sommet économique de Paris sera la première occasion où les ministres des Finances et les délégués des banques centrales devront faire face en public à l'échec de l'Accord du Louvre.

À ce stade, il est tout simplement impossible de dire si et de quelle façon il sera rétabli. Il en restera quelque chose, mais il est peu probable que l'on puisse aller au-delà d'un accord monétaire pour aboutir à une réelle entente visant à gérer de manière cohérente les trois monnaies principales.

Toutefois, ce qui se passe est important pour l'avenir d'une union monétaire européenne. Si le système de l'Accord du Louvre peut être reconstruit, on n'aura guère besoin d'une union européenne parfaite. On s'avancerait alors vers la vision beaucoup plus grandiose d'une union monétaire globale, qui reste cependant, en l'état actuel des choses, une vision plutôt utopique.

Mais si l'Accord du Louvre devait se briser totalement, la nécessité de créer une union monétaire européenne n'en deviendrait que plus forte. Les Européens seraient pour ainsi dire amenés à se serrer les coudes dans un monde devenu plus turbulent.